

Françoise Berger

**LES RESEAUX DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE PENDANT LES ANNEES TRENTE.  
DEUX EXEMPLES CROISES ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.**

**Communication pour le colloque international  
sur le rôle des réseaux économiques dans le cadre de la construction européenne  
(Bruxelles, 16-18 octobre 2002)**

*à paraître dans les actes du colloque*

---

Avant d'esquisser une typologie des réseaux de la sidérurgie dans les années 1930, en prenant deux exemples croisés entre France et Allemagne, il convient de se demander si l'on peut véritablement parler de « réseaux » entre les patrons européens de l'acier, au cours de cette période.

Ceci conduit à une réflexion sur la notion de réseau et sur le caractère opérant de son usage dans le cas de l'industrie sidérurgique, pour les années trente. Autrement dit, est-il possible de combiner une approche de type sociologie structurale avec une approche historique ? La notion de réseaux est une approche intellectuelle stimulante car elle permet - et oblige - à formaliser les liens, en mettant si possible en évidence le passage d'un réseau personnel à un réseau professionnel structurel. On ne peut donc qu'attendre des avantages d'un déplacement d'une problématique de la sociabilité à celle des réseaux<sup>1</sup>. Cette approche passe nécessairement par une étude assez précise de l'infrastructure et de la superstructure de ces réseaux, à commencer par les fondations nationales qui permettent leur construction à l'échelle européenne.

## **1. LES FONDATIONS NATIONALES DES RESEAUX EUROPEENS DE L'ACIER**

Ceci conduit à aborder une première partie sur les réseaux nationaux des sidérurgistes qui sont des réseaux d'influence et de contrôle de trois natures : professionnels, associatifs et privés.

### **▪ Les réseaux professionnels**

Les dirigeants de l'industrie de la sidérurgie, en France, sont fortement identifiés à leur secteur<sup>2</sup> : ils y ont, dans la presque totalité des cas, fait toute leur carrière. De même, la fidélité à l'entreprise, pour la période de l'Entre-deux-guerres, est grande. De ces habitudes découlent une grande stabilité et un réseau de dirigeants de taille assez restreinte, y compris à l'échelle européenne. Celui-ci bénéficie de ce fait d'une grande continuité d'action et d'une excellente connaissance interne de ce milieu.

Dans l'Entre-deux-guerres, les principaux dirigeants de la sidérurgie, en Allemagne comme en France, occupent les places les plus importantes dans les syndicats professionnels et dans les comptoirs : autrement dit, ces places ne sont pas de simples positions honorifiques, mais elles leur permettent de contrôler réellement l'activité du secteur, à l'échelle nationale, régionale et sectorielle (comptoirs par produits).

### **- Les organisations patronales françaises**

Le patronat français s'est assez récemment organisé. Il n'a en effet commencé à former corps qu'à partir de 1919, date à laquelle se crée la *Confédération générale de la production française* (CGPF). Si celle-ci bénéficie alors d'une quasi-exclusivité de représentation vis-à-vis des pouvoirs publics, elle est largement dominée par les organisations professionnelles du fer et de l'acier : dans les années trente, "les" patrons français, ce sont les sidérurgistes et c'est souvent avec le *Comité des Forges* que les pouvoirs publics négocient directement, en tant que puissance patronale dominante.

---

1. cf. P. DUJARDIN, « De l'histoire à la sociologie - tours, détours, retours ? », *Cahiers IHTP* n° 20, mars 1992, p.22-29.

2. H. JOLY, *Patrons d'Allemagne. sociologie d'une élite intellectuelle, 1933-1989*, Paris, 1996.

- p. 101 : « Le degré d'appartenance à un métier reste particulièrement élevé pour des dirigeants de ce niveau. Leur identité de représentants de leur groupe professionnel semble l'emporter sur celle de membre du directoire. Ils se définissent plus comme patrons des chercheurs ou des vendeurs que comme managers. ils sont proches de leurs pairs par leur formation et leur carrière ».

Le *Comité des Forges* est en effet une des associations patronales les plus anciennes (1884). C'est, dans les années trente, la plus puissante organisation de l'industrie française car elle regroupe tous les établissements sidérurgiques et métallurgiques du territoire français, ce qui représente environ 20 % de la main d'œuvre industrielle<sup>3</sup>. Elle a donc d'une position de force au sein de l'industrie depuis les années vingt. Son influence politique est grandissante depuis la Première Guerre mondiale. Au sein du gouvernement, comme dans le personnel diplomatique, on trouve des membres du Comité des forges, on peut donc parler de liens souvent directs avec le pouvoir politique. Le Comité des Forges a donc eu une certaine influence politique, et très vraisemblablement sur la politique allemande de la France au cours des années vingt et trente, même s'il ne forme pas un groupe stratégiquement uni. C'est de plus une grande puissance financière puisqu'elle était évaluée à un montant de 70 à 80 milliards de francs dans l'Entre-deux-guerres. François de Wendel en est le président durant tout l'entre-deux-guerres, mais les autres membres de la Commission, qui sont une trentaine, n'y ont pas un rôle de simple représentation. De puissants chefs d'entreprise tels que Théodore Laurent (du groupe Marine, qui en est le vice-président) avaient évidemment leur mot à dire.

Le Comité des Forges a créé des réseaux professionnels à larges ramifications. Il a joué un rôle primordial dans l'activité économique et financière du pays tout entier, non seulement par la qualité des personnalités qui le composaient et qui étaient, par une présence multiple, représentatives des principales entreprises mais aussi des multiples comptoirs et ententes, et de toutes les organisations de producteurs<sup>4</sup>. Par ailleurs, on note peu de changements d'hommes entre le début et la fin des années trente : c'est une époque où les carrières sont longues. C'est le cas pour Théodore Laurent qui a connu une carrière d'une durée exceptionnelle. De nombreux banques et organismes financiers se trouvent en liaison étroite avec le Comité des forges et François de Wendel représente ses intérêts à la Banque de France. Le Comité représente aussi les intérêts généraux du patronat dans les questions du travail. Il a un représentant au Bureau international du travail de Genève et s'y exprime au nom de tous les employeurs français<sup>5</sup>. Il travaille souvent en étroite collaboration avec les associations des autres branches industrielles tels le Comité des Houillères, le Comité de l'industrie électrique ou le trust du chemin de fer.

On comprend donc aisément la puissance et l'efficacité des larges et denses réseaux professionnels sur lesquels peuvent s'appuyer les principaux dirigeants de ce secteur.

### - Les organisations patronales allemandes

Face au patronat français, le grand patronat industriel allemand représentait dans l'Entre-deux-guerres une puissance économique encore plus considérable, par sa concentration très poussée, et une réelle force grâce à sa très efficace organisation professionnelle, le *Reichsverband der deutschen Industrie* (RDI, fondé en 1919). En son sein, de façon comparable à la CGPF en France, ce sont les sidérurgistes qui y ont un rôle essentiel et qui la dirige. Selon un mode typiquement allemand, le RDI s'appuie sur une double structure, nationale et régionale. Au sein de la structure nationale, divisée par secteurs, s'est développée la section de la sidérurgie (*Fachgruppe der Eisen schaffende Industrie*), fondée en 1919. Depuis 1929, son président est Ernst Poensgen, directeur des Vereinigte Stahlwerke, son gérant est J.W. Reichert. Ces deux hommes, peu connus en France, ont réellement été les pivots de la sidérurgie allemande dans les années trente et ont joué un rôle majeur, y compris pendant la guerre.

Mais à côté du RDI, s'était aussi développée depuis très longtemps (entre 1874 et 1882), une structure sectorielle, divisée en cinq groupes régionaux, l'Association des industriels de l'acier (*Verein deutscher Eisen und Stahl Industrieller*, VESI). Son conseil national est composé de cinq personnes dont le gérant J.W. Reichert et Ernst Poensgen qui en prend la présidence en 1933<sup>6</sup>. S'il

3. Pour 1926, les chiffres étaient les suivants : 7 202 000 personnes employées dans l'industrie, dont 1 491 374 hommes et 139 847 femmes dans l'ensemble de la métallurgie, soit 20,7 % ; AA/ Botschaft Paris/ VI.7/ 708a/ dossier sur le Comité des Forges, s. d. (env. juillet ou août 1933).

4. Léon CHEVALME (secrét. de la Féd. des métaux), « Le Comité des Forges », *Banque et Bourse*, août-sept. 1939, p. 61.

5. On dit qu'il y aurait adopté un point de vue bien plus intransigeant que les gros industriels allemands ou britanniques ; AA/ Botschaft Paris/ VI.7/ 708a/ *ibid.*

6. BA/ R 13 I / 5.

n'y a pas confusion d'organisation, il y a cependant confusion de représentation, puisque le gérant et le président du Fachgruppe du RDI et celui du VESI sont les mêmes personnes. Les sidérurgistes allemands sont également regroupés au sein de plusieurs syndicats sectoriels pour la vente et l'on y retrouve bien évidemment les mêmes noms que précédemment parmi les dirigeants, en particulier Ernst Poensgen, respectivement vice-président du Syndicat de l'acier brut (*Rohstahlgemeinschaft*), ainsi que président du Syndicat des produits A. On voit là un cumul de responsabilités déjà rencontré côté français

Ce qui est plus étonnant, c'est la continuité des hommes au cours des années 1930 et la continuité des structures : la nouvelle organisation de la production, étatisée, mise en place en 1934, le *Reichsgruppe Industrie*, est d'une structure proche du précédent RDI ; le nouvel organisme du Reich chargé de la sidérurgie, le *Wirtschaftsgruppe Eisen schaffende Industrie* (WESI), est également organisé de la même façon que le précédent le syndicat patronal, à la différence près qu'il n'a plus d'existence autonome mais est entièrement intégré dans la structure étatique, les syndicats n'étant plus autorisés. Mais les hommes restent les mêmes : le président du WESI est Ernst Poensgen, et ce jusqu'en 1942, le responsable au Ministère de l'économie est J.W. Reichert.

#### - D'autres structures professionnelles

Les chambres de commerce et d'industrie nationale et régionale sont également des structures professionnelles d'importance au cœur des réseaux professionnels de la sidérurgie. Elles constituent un support indispensable et sont aussi, en grande partie, contrôlées par les sidérurgistes. En France comme en Allemagne, elles ont surtout une structure régionale, et bien entendu, les chambres de certaines régions sidérurgiques, comme la Rhénanie-Westphalie ou la Lorraine, ont une représentativité bien plus grande que la moyenne.

L'influence est également recherchée sur le terrain des entreprises : ainsi les principaux dirigeants cumulent un nombre très important de sièges en conseil d'administration, et le plus souvent, dans des positions clés (président, vice-président), comme le montrent les exemples ci-après.

#### ▪ L'exemple de deux personnalités majeures

Parmi les dirigeants du secteur sidérurgique, ceux qui sont liés directement aux relations franco-allemandes forment un groupe très restreint d'hommes, mais omniprésents. Deux exemples croisés ont été choisis ici, ceux de Théodore Laurent et d'Ernst Poensgen.

#### - Théodore Laurent (1863-1953)

Théodore Laurent est une forte personnalité de la sidérurgie française. Issu d'une grande famille, il suit la formation la plus prestigieuse (X-Mines) et commence, selon une tradition française établie, une courte carrière administrative. C'est là l'occasion de créer un réseau de relations dans les grands corps de l'État, après celui du réseau des anciens X et Mines. Il entre ensuite comme ingénieur dans des C<sup>ies</sup> de chemins de fer : c'est dans ces fonctions qu'il fait la connaissance des principaux dirigeants de l'industrie française et c'est ici qu'il faut situer le début d'un réseau professionnel personnel. A partir de 1908, il fait carrière dans la C<sup>ie</sup> des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt où il accède ensuite aux plus hautes fonctions, dans lesquelles il bat des records de longévité.

Il s'investit dans des charges de représentation de la profession - en France et à l'étranger - et devient vice-président du *Comité des forges* en 1928. Il joue le rôle principal pour la création des comptoirs français et jusqu'en 1934, le *Comptoir sidérurgique de France* et ses comptoirs associés sont sous sa présidence. Il est enfin véritablement omniprésent dans les conseils d'administration des sociétés de l'industrie française et des banques : il détient en effet le record avec 41 places d'administrateurs, dont la présidence de douze sociétés, et la vice-présidence de six autres.

#### - Ernst Poensgen (1871-1949)

Méconnu en France, Ernst Poensgen porte aussi l'une des plus importantes responsabilités dans l'industrie allemande, en tant que dirigeant du plus gros Konzern, les *Vereinigte Stahlwerke*, et un

rôle professionnel national et international essentiel. Il appartient à une très ancienne famille d'industriels. Après des études d'ingénieur, il commence sa vie professionnelle dans la sidérurgie. Pendant la Première Guerre mondiale, il travaille à l'administration civile pour la Belgique, à Bruxelles. Lui aussi a donc créé des liens avec la haute administration.

En 1935, il accède au sommet de sa carrière avec un cumul impressionnant de postes à hautes responsabilités : entre autres, il est président de la *Rohstahlgemeinschaft*, directeur-général des *Vereinigte Stahlwerke*, mais il est aussi nommé, en 1935, directeur du WESI et du groupe Nord-ouest du *Reichsgruppe industrie*, les deux organismes publics qui remplacent les instances syndicales. Il est également membre de très nombreux conseils d'administration, essentiellement dans la sidérurgie. Il est enfin directeur du département industrie de la Chambre de commerce de Düsseldorf.

On peut donc parler de réseaux professionnels nationaux, très denses, qui permettent des liens très serrés et d'une grande continuité, dans les deux pays. Ils disposent d'une tête de réseau nationale très solide, s'appuyant sur un tout petit cercle d'hommes de très haute qualité professionnelle et humaine. On constate en effet cette omniprésence dans l'infrastructure professionnelle nationale des plus grands dirigeants : leur action au quotidien est presque aussi importante dans ces structures, qu'au sein de leur propre société.

#### ▪ **Les réseaux privés**

##### - de type familiaux

Les réseaux privés auxquels appartiennent les patrons de la sidérurgie relèvent plus d'une appartenance aux élites, en général, et à leur mode de vie, qu'à des critères spécifiques au secteur. On y retrouve un système social fermé très classique qui permet la reproduction de ces élites. La fermeture y est sans doute plus grande que dans d'autres secteurs professionnels.

Les réseaux familiaux jouent un rôle majeur dans un milieu marqué par des stratégies matrimoniales fortes<sup>7</sup>. On a affaire le plus souvent à des héritiers, même si quelques contrexemples de valeur existent (tels que Léon Daum ou Wilhelm Zangen, pour ne citer qu'eux)<sup>8</sup>. Théodore Laurent, comme Ernst Poensgen sont issus de la très haute et très ancienne bourgeoisie industrielle : ce sont des héritiers du plus pur type.

##### - Les liens avec les réseaux du pouvoir politique

Si les dirigeants de la sidérurgie ont créé, par leur carrière ou par les circonstances, des liens étroits avec la haute administration, non sans rapport avec les milieux politiques, cependant l'engagement politique n'est pas un trait caractéristique du grand patronat de la sidérurgie, allemande ou française, de l'Entre-deux-guerres. Certes, on y trouve des députés des deux côtés du Rhin, mais les individus engagés sont minoritaires dans ce milieu.

En France, on a noté des liens assez étroits avec les milieux politiques, mais peu d'activisme direct. La tradition politique patronale s'inscrit dans un paternalisme hérité de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et elle est surtout vraie pour la Lorraine. Politiquement, tous les partis de l'extrême droite jusqu'à l'aile la plus extrême des radicaux sont représentés au sein du Comité des forges. Il faut donc relativiser la puissance du pouvoir d'influence politique du Comité des Forges en tant que tel, car les opinions divergentes ne permettaient pas, en son sein, une stratégie unitaire et efficace. Pourtant, dans les années vingt comme dans les années trente, certains membres des gouvernements successifs sont considérés comme étant très proches du Comité, mais il s'agit évidemment aussi d'un phénomène sociologique. Il faut donc lui reconnaître une certaine influence dans la vie politique française, indirectement, par le milieu des affaires interposé, mais aussi directement, puisque dans les années trente, une quarantaine de membres du Comité des Forges, en tant que membres de la direction d'une

7. cf. J.-M. MOINE, *Les maîtres de forge de Lorraine du milieu du XIX<sup>e</sup> au années trente*, (thèse Nancy II), 1987.

8. cf. F. BERGER, « Les patrons de l'acier en France et Allemagne face à l'Europe (1930-1960) », in E. BUSSIÈRE, M. DUMOULIN (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XX<sup>e</sup> siècle*, Artois Presses Université, 1998, p. 179-195 ; id, *La France, l'Allemagne et l'acier (1932-1952). De la stratégie des cartels à l'élaboration de la CECA*, thèse de l'Université de Paris I (dir. R. Frank), 2000, chap. 3, à paraître.

entreprise du secteur, sont également des parlementaires<sup>9</sup>. Cependant, leur influence s'exerce essentiellement à l'échelle locale (cf. le cas de François de Wendel)<sup>10</sup>. Théodore Laurent, même s'il fréquente évidemment les plus hauts milieux de la politique, n'a jamais cherché à s'y engager directement. Son action passe par d'autres réseaux.

En Allemagne, les sidérurgistes sont politiquement plutôt anti-républicains, et ils sont également assez peu engagés directement dans les affaires politiques. Dans l'ensemble, les grands dirigeants de la sidérurgie allemande ont des positions politiques beaucoup plus conservatrices et nationalistes que leurs collègues français<sup>11</sup>. Si à partir de 1933, tous les sidérurgistes de premier rang ont dû obligatoirement, pour obtenir la place qu'ils avaient ou s'y maintenir, faire des compromis plus ou moins grands avec les nazis, la diversité des opinions et des attitudes politiques était assez grande parmi les sidérurgistes, avant et après cette date. Ernst Poensgen s'est toujours dit détaché des choses politiques, même s'il s'était engagé largement pour Brüning et sa politique. Il semble qu'il soit beaucoup redevable à Schacht d'avoir pu garder, sous le gouvernement nazi, les postes qu'il occupait auparavant sous la République. Il détient un simple poste de conseiller municipal de Düsseldorf.

### - La recherche d'influence à travers la presse

Par contre, la recherche d'une influence politique indirecte est générale. Elle s'opère souvent à travers des cercles privés amicaux ou familiaux. Elle se diffuse au moyen d'une presse en partie sous influence, sinon sous contrôle<sup>12</sup>. Les sidérurgistes allemands se permettent un contrôle beaucoup plus serré de la presse généraliste et spécialisée, considèrent le fait comme normal, et semblent croire qu'il en est de même en France, ce que nient leurs collègues français. En Allemagne, la presse spécialisée était logiquement contrôlée de près par le patronat et celui-ci s'en cachait beaucoup moins qu'en France (*Deutsche Bergwerks-Zeitung, Stahl und Eisen*). Mais les journaux généralistes n'échappent pas à l'emprise de l'industrie lourde (*Deutsche Allgemeine Zeitung*). En France ce contrôle est beaucoup plus secret quand il existe. Sont dénoncés comme plus ou moins sous influence des milieux de la sidérurgie française : *Journal des Débats, Le Temps, le Bulletin Quotidien*<sup>13</sup>, *Le Matin*, etc.

### - Les structures associatives : un exemple, le Rotary Club

Les dirigeants français et allemands de la sidérurgie appartiennent également à des associations privées diverses et nombreuses, mais d'importance inégale. Parmi les lieux où s'activent ces réseaux, se trouve le prestigieux Rotary Club. Les sidérurgistes en étaient massivement membres, en France comme en Allemagne, sans doute plus encore dans ce dernier pays<sup>14</sup>. En Allemagne, le premier Club s'ouvre en 1927 (dans la Ruhr, en 1930 : le premier à Düsseldorf, viennent ensuite les clubs de Duisburg, Essen, Bochum et Dortmund). C'est donc un maillon important du réseau des sidérurgistes de la Ruhr. En France, la création en est plus précoce : elle se fait à Paris, dès 1921, mais il faut attendre 1929 pour voir se créer un club en Lorraine (Nancy).

Comme d'autres structures, ce réseau privé constitue aussi un réseau d'appui pour des liens professionnels privilégiés et il est très certain qu'au cours des dîners et autres réunions, on y parle affaire. Pourquoi s'intéresser particulièrement au Rotary ? Parce qu'il a une structure internationale et que, dans les années trente se sont mis en place des comités inter-pays. Or il n'est pas anodin de constater que le premier de ces comités inter-pays est le comité franco-allemand, dit "Petit Comité". Les clubs Rotary France et Allemagne sont en effet les premiers au monde à créer un comité bilatéral, fondé lors de la première conférence rotarienne européenne, en 1931 à La Haye.

La première rencontre franco-allemande date du 30 juin 1931. Jusqu'en 1937, le comité se réunit cinq fois seulement, parfois avec quelques difficultés, mais ceci recouvre le début d'une action

9. AA/ Botschaft Paris/ VI.7/ 708a/ *op. cit.*

10. cf. J.-N. JEANNENEY, *François de Wendel en république, l'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Paris, 1976 ; D. WORONOFF, *François de Wendel*, Paris, 2001.

11. cf. F. BERGER, *La France, l'Allemagne et l'acier (1932-1952)*, *op. cit.*, chap. 3.

12. J.N. JEANNENEY, *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoir politique dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1981.

13. une émanation directe du Comité des Forges.

14. Entretien téléphonique avec Charles Schneider (président français du CIP France-Allemagne du Rotary International), 15 juillet 2002, et correspondance de Emile Rijcken, gouverneur du district 1900 (Essen) du Rotary Club allemand, 2 août 2002. Source complémentaire : *Le Rotarien*, n<sup>o</sup> spécial France-Allemagne, déc. 1971.

concrète sur le terrain, avec des rencontres en France et en Allemagne de plusieurs dizaines de membres, souvent autour d'une conférence<sup>15</sup>. Si les grands noms de la sidérurgie française et allemande n'apparaissent pas parmi les présidents, il est à parier qu'un bon nombre d'entre eux participaient aux rencontres, au moins par souci symbolique. Ce dont nous sommes assurés, c'est que l'on y trouvait beaucoup d'industriels, mais il est difficile de trouver des renseignements plus précis. Ce petit comité se réunit pour la dernière fois à Besançon en 1937, avant la fin de son existence en raison de la dissolution du Rotary club par Hitler, la même année<sup>16</sup>.

Ceci nous permet une transition vers les autres structures franco-allemandes et européenne existantes dans l'entre-deux-guerres, dont les sidérurgistes sont des membres sinon toujours actifs, du moins présents.

## 2. LES RESEAUX FRANCO-ALLEMANDS ET EUROPEENS

### Les comités franco-allemands et pro-européens

Ces comités divers, d'initiative privée, relèvent d'un engagement individuel, encore que l'on y sert aussi de représentant de la profession. A la fin des années vingt se sont ainsi créées un certain nombre d'associations franco-allemandes et européennes, d'objet divers, d'autres se créent au début des années trente, dont quelques-unes à visée économique. C'est dans celles-ci que l'on retrouve les sidérurgistes français et allemands.

#### ▪ *Le Comité Mayrisch*

Il existait, depuis 1926, le fameux Comité d'étude franco-allemand, dit Comité Mayrisch, du nom de son président<sup>17</sup>. Les patrons de l'acier ont joué au sein de cette association un rôle non négligeable dans les tentatives de rapprochement franco-allemand et européen. Dans cette première association franco-allemande à visée économique, parmi les nombreux financiers et industriels, les sidérurgistes français étaient éminemment représentés (4 sur 31 membres), dont Théodore Laurent ; René Duchemin, président de la CGPF et président des établissements Kuhlmann ; Du Castel<sup>18</sup>, de chez Schneider et Charles Laurent, président du Conseil de direction de l'UIMM. A leurs côtés, de nombreux autres industriels, dont Etienne Fougère<sup>19</sup>, mais aussi des hommes d'origines diverses, économistes et intellectuels. Au total, 31 membres de 1926 à 1930.

Côté allemand, les sidérurgistes étaient en proportion plus grande (6 sur 33), dont Ernst Poensgen (Vereinigte Stahlwerke), le baron Tilo von Wilmowsky (Krupp)<sup>20</sup> ; Bruhn (Krupp) ; Haniel (Gutehoffnungshütte), Fritz Thyssen ; Otto Wolf, et Frowein (vice-président du Reichsverband der deutschen Industrie). Sur un total de 33 membres, on trouvait, à côté d'autres hommes d'affaires dont Max Warburg, de la célèbre banque, quelques hommes politiques dont E.R. Curtius et von Papen. Avec la crise, son rôle s'affaiblit de plus en plus, même s'il enregistre encore jusqu'en 1933 de nouvelles adhésions<sup>21</sup>. Cependant ce comité n'eut pas vraiment les résultats escomptés et resta au long des années trente « *un lieu de réunion entre gens de bonne compagnie dont les décisions ne dépassaient guère les murs* »<sup>22</sup>

15. Lors de la convention de Nice du Rotary International (6-11 juin 1937), un grand déjeuner franco-allemand réunit plus de 400 Rotariens des deux pays.

16. En France, ce club, qui comprend beaucoup de juifs et de francs-maçons, est dissous par le régime de Vichy en 1940.

17. Émile Mayrisch, président de l'Entente internationale de l'acier et de la société sidérurgique ARBED ; cf. Fernand L'HUILLIER, *Dialogues franco-allemands 1925-1933*, Strasbourg, 1971.

18. Il sera, à partir de 1934, le successeur de Théodore Laurent à la présidence du Comptoir sidérurgique de France.

19. Le président de l'Association nationale d'expansion économique et président de la Fédération internationale de la soie, membre aussi du comité franco-allemand du Rotary et à l'initiative du Comité d'entente internationale, cf. *infra*.

20. Président du conseil de surveillance de Krupp et beau-frère de Gustav Krupp.

21. R. FROMMELT, *Panuropa oder Mitteleuropa*, Stuttgart, 1977.

22. A. FRANÇOIS-PONCET, in L. LEFOL (dir.), *op. cit.*, p. 126. C. BARTHEL relativise aussi l'importance de ce comité dans le rapprochement européen ; voir sa communication [« Émile Mayrisch et les dirigeants de l'Arbed entre la Belgique, la France et l'Allemagne : rivalités et complicités (1918-1925) »], *supra*.

- **Le Comité fédéral de coopération européenne (CFCE)**

Parmi ces associations se trouve aussi le Comité français de coopération européenne (CFCE), fondé en 1927. Sur son modèle se créent d'autres comités dans les principaux pays d'Europe, dont l'Allemagne, qui se regroupent en 1928 en un Comité fédéral de coopération européenne<sup>23</sup>. Tout en visant une approche européenne des problèmes, il prône avant tout un indispensable rapprochement franco-allemand, préalable à toute entente européenne. L'idée principale, à défaut de trouver un mouvement de masse pro-européen qui n'est pas dans l'air du temps, est de fédérer, dans chaque pays d'Europe, un petit groupe d'élites influentes sur les décideurs politiques. On trouve donc ici aussi une structure nationale forte sur laquelle s'appuie la structure européenne. Figurent dans le Comité français de nombreuses personnalités politiques de toutes obédiences, mais aussi des ressortissants du monde des affaires, des universitaires, des pacifistes. Le diplomate André François-Poncet, réputé proche des milieux de la sidérurgie, en fait partie.

- **Le Comité d'entente internationale (dit Comité Fougère)**

Créé en juillet 1931, d'initiative privée (Etienne Fougère), le Comité d'entente internationale définit comme objectif essentiel une entente franco-allemande « *très souhaitée à Paris* ». Cette initiative est en effet largement approuvée par le Quai d'Orsay, mais également par le Ministère allemand des Affaires étrangères. Dans un premier temps, le Comité ne comprend que des membres français et avant de l'ouvrir à d'autres pays, Fougère souhaite d'abord la constitution en Allemagne d'un Comité équivalent, « *parce qu'il considère qu'une entente internationale a comme condition préalable une entente franco-allemande* »<sup>24</sup>. On retrouve donc ici les priorités des deux comités précédemment évoqués. Dans la liste des trente membres fondateurs du Comité se trouvent treize industriels dont, pour la sidérurgie, Théodore Laurent que l'on n'est pas étonné de trouver là. On y relève également les principales personnalités du moment : Duchemin (CGPF), de Peyerhimhoff (Comité des houillères de France), Dalbouze (Fédération des industries mécaniques) et Régis de Vibraye (secrétaire général du Comité Mayrisch). On voit donc que ce nouveau Comité semble la relève du précédent, avec sans doute un souhait de plus grand élargissement dans le futur.

- **La Commission économique franco-allemande**

Parfois aussi, c'est à l'initiative publique que l'on doit la création de certaines structures mixtes de rapprochement franco-allemand et européen. Ainsi, les ministres français (Laval et Briand) et allemands (Brüning) se rencontrent à Berlin, en septembre 1931 et publient une résolution affirmant que leur but essentiel est d'établir entre leurs pays des relations suivies et confiantes. La crise doit obliger les deux pays à s'associer encore plus qu'avant dans le domaine économique, en particulier par la recherche de nouvelles ententes industrielles<sup>25</sup>. Dans ce but, ils décident de créer un organisme spécial, avec une Commission composée de représentants des administrations intéressées et de représentants des diverses branches de l'économie, parmi lesquels on trouve d'éminents représentants de la sidérurgie, dont Ernst Poensgen. Mais cette structure se révèle de peu d'avenir.

Ce sont avant tout les réseaux professionnels nationaux qui vont aboutir à l'élaboration des structures européennes les plus efficaces et les plus actives. En effet, le pouvoir professionnel national permet d'accéder au pouvoir européen. Ainsi, ce sont encore les mêmes dirigeants que l'on retrouve dans toutes les instances européennes de l'acier.

## **Les associations professionnelles européennes de la sidérurgie**

- **L'Entente Internationale de l'Acier (EIA)**

---

23. Sur ce Comité, voir les articles de J.-M. GUIEU, « L'engagement européen d'un grand mathématicien français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998, ainsi que « Le Comité fédéral de coopération européenne », [http://jmgui.eu.free.fr/EUROPE/Comite\\_federal.htm](http://jmgui.eu.free.fr/EUROPE/Comite_federal.htm).

24. AA/ R 70576 / Lefeuve à Ritter, 30 juillet 1931, *ibid*.

25. cf. S. SCHIRMANN qui évoque des occasions manquées (*Les relations économiques et financières franco-allemandes (1932-1939)*, Paris, 1995).

Dans les années vingt puis trente se sont constituées un certain nombre d'ententes internationales auxquelles tous les comptoirs français du secteur concerné participent. Les tentatives d'ententes internationales ne sont pas nouvelles, puisqu'il y en eut dès le début du siècle. Mais les conséquences du premier conflit mondial ont relancé les initiatives européennes pour la reconquête et la stabilisation du marché mondial. Les ententes extérieures élaborées au cours des années vingt recevaient l'agrément, voire le soutien, des gouvernements. Ainsi, Allemagne, Luxembourg, France, Belgique, Sarre ont conclu, en septembre 1926, la première *Entente internationale de l'acier* (EIA), en réalité entente européenne. Si l'initiative en revient entièrement aux industriels, les gouvernements suivent d'un œil attentif le déroulement des discussions en cours, informés de très près, surtout du côté allemand, de l'évolution des négociations.

Le précédent cartel est totalement remis en cause par la Grande Crise. Après de très longues négociations, quand est passé le point le plus fort de la crise et que l'on voit se dessiner un premier redressement, un accord cadre est paraphé en février 1933, et en juillet la convention des comptoirs est à son tour signée à Bruxelles<sup>26</sup>. Comme auparavant, les membres fondateurs de la nouvelle EIA sont l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et la Sarre. Le rôle des hommes y fut majeur, tant pour passer outre les difficultés et reconstituer l'entente que pour assurer sa pérennité et son efficacité jusqu'à l'entrée en guerre.

#### ▪ *Le rôle des hommes*

En tant que spécialiste des cartels internationaux, Ernst Poensgen se trouve en tout premier rang dans les organisations internationales de la sidérurgie qui se créent à partir de 1926, l'IRMA (entente sur les rails)<sup>27</sup> et l'EIA dont il est co-fondateur en 1933. Vice-président puis président du groupe allemand, de 1926 à 1939, il devient le vice-président de l'Entente européenne en 1935. Poensgen parle un excellent français et fait preuve avec ses voisins d'outre-Rhin d'une grande proximité d'appréciation des situations dans le domaine professionnel, et d'une bonne habileté diplomatique. Quand il reçoit ses collègues français, belges et luxembourgeois, c'est en français qu'il les accueille et que les conversations se déroulent<sup>28</sup>. Il entretient une correspondance professionnelle avec quelques dirigeants français, en particulier avec Théodore Laurent, qu'il retrouve dans le cadre des différents cartels internationaux. Celui-ci s'entendait visiblement très bien avec son homologue allemand sur lequel il se montrait « *plein de louanges* et qu'il tenait « *pour une des personnalités qui [jouissait] le plus d'autorité dans les négociations internationales.* »<sup>29</sup>

Il faudrait aussi évoquer la Chambre de commerce internationale (CCI)<sup>30</sup> qui a joué un rôle déterminant pour le commerce de l'acier. C'est une émanation directe des centrales patronales nationales et des chambres de commerce et d'industrie régionales et les sidérurgistes y sont largement représentés, pour les deux pays.

### 3. QUEL BILAN DE L'EFFICACITE DE CES RESEAUX ?

#### ▪ *Des liens constants maintenus malgré les tensions fortes cycliques*

Parfois, la pression politique se fait plus grande, comme lors de la crise allemande des paiements de 1931 et lors des tensions chroniques franco-allemandes, au cours des années trente. Les industriels français et allemands tiennent alors compte, dans les discussions privées, d'objectifs définis par leur

26. L'accord est signé par Théodore Laurent pour la France, par Aloys Meyer, pour le Luxembourg, par le baron Jacques van Hoegarden pour la Belgique, et par Ernst Poensgen pour l'Allemagne, soit exactement par les mêmes personnes qui siègent ensemble depuis des années dans le comité directeur de l'IRMA (ententes des rails). MAN/ P 7.55.99.

27. Entente internationale des fabricants de rails.

28. MAN/ P 7.55.58.

29. BA/ R 13 I/ 269/ VESI/ lettre de K. Böcking à Reichert, 6 février 1933.

30. On se reportera aux travaux de L. BADEL, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français (1925-1948)*, Paris, 1999, de J.-F. ECK, « La Chambre de Commerce Internationale : les positions des représentants français », in *Organisations internationales et architectures européennes 1929-1939*, colloque en hommage à R. Poidevin, juin 2001, Univ. de Metz, ainsi qu'aux maîtrises de B. CONSTANTIN, *La Chambre de commerce internationale dans l'entre-deux-guerres*, (dir. René Girault), Paris-I, 1989 et de L. BRAVARD, *La Chambre de commerce internationale dans l'entre-deux-guerres (1919-1935)*, (dir. F. Caron), Paris-IV, 1991.



gouvernement<sup>31</sup>, même s'ils ne l'avouent pas toujours, car d'un côté comme de l'autre, on tente régulièrement de faire pression sur ces industriels. Mais à l'inverse, la tenue régulière de ces négociations privées diverses tend à atténuer, ou au moins relativiser ces tensions bilatérales, sur le terrain économique. Et l'on peut constater l'importance des négociations privées aux yeux des deux gouvernements.

▪ ***La nature des liens franco-allemands chez les sidérurgistes, au sein de ces réseaux ?***

A l'occasion de certaines affaires qui peuvent opposer les sidérurgistes et les gouvernements, de l'un ou de l'autre pays, on constate que les liens professionnels sont essentiels et qu'ils peuvent éventuellement passer avant les impératifs publics, ou qu'on les prend au moins en considération dans les décisions qui touchent aux relations bilatérales. C'est ici que l'on voit que les liens personnels qui se sont tissés entre certains décideurs sont d'une grande importance.

Il est sûr que les trois frères de Wendel connaissaient parfaitement l'Allemagne, ses mentalités et son système économique. Mais les autres sidérurgistes français ont eux aussi des liens directs avec leurs homologues allemands. Dans le cadre des liens entre leurs syndicats respectifs, Théodore Laurent et Ernst Poensgen échangent des correspondances non seulement pour ce qui les concerne directement, mais ils échangent aussi des informations diverses et des commentaires sur d'autres pays et font diverses démarches pour harmoniser leurs réactions officielles<sup>32</sup>. On peut donc évoquer des liens de nature professionnelle facilités par des affinités personnelles, qui laissent entrevoir un réseau vivant, très actif, au moins à sa tête.

▪ ***Peut-on parler d'une culture européenne, référentiel de ces réseaux ?***

Dans l'ensemble, on a pu noter une grande analogie entre patrons français et allemands dans l'approche internationale et européenne des problèmes concernant les marchés sidérurgiques. Au-delà même de ces convergences, il y a aussi une certaine attraction réciproque. Ils ont dans l'ensemble une bonne image de l'autre et chacun en parle le plus souvent la langue<sup>33</sup>. Quel regard chaque groupe porte-t-il sur l'autre ? Il ressort de l'étude de cette période une impression d'une certaine unité culturelle, une vision commune des dirigeants impliqués dans le cartel européen. Ce sont des hommes qui se comprennent bien, au sens propre du terme, car ils appartiennent à une élite marquée par une culture gréco-latine commune. Ils sont avant tout du même milieu, professionnel et social, même s'ils vivent des réalités très différentes dans leurs pays respectifs.

Le point commun entre les deux pays, c'est bien en premier lieu le milieu social. En général - et cela ne surprend pas - leur origine sociale, très élevée, est plutôt proche. Malgré quelques cas de réussites spectaculaires de personnes issues de milieux assez modestes, c'est bien d'une prédominance d'entrepreneurs familiaux dont il s'agit, pour les années d'avant-guerre. Il fallait donc à la fois être un héritier, être brillant et avoir fait le parcours indispensable. C'est aussi, à même hauteur, le milieu professionnel, très spécifique et comparable à l'échelle européenne, qui est le facteur principal de l'efficacité de ces réseaux de l'acier.

**En résumé, des réseaux efficaces, formant un système tridimensionnel, souple et durable**

On peut donc évoquer des réseaux efficaces car de dimension humaine, avec des rencontres fréquentes, dans un milieu intellectuellement et professionnellement homogène. A l'échelle nationale, ils s'avèrent d'une efficacité presque absolue, permettant un véritable pouvoir sur le secteur et sur ses relations avec l'État. A l'échelle européenne, il s'agit plus d'une efficacité pragmatique sur le contrôle commercial et technique du secteur, mais d'une influence bien plus réduite sur le plan des décisions en matière de relations extérieures des États, même si les réseaux

---

31. C'est du moins ce qu'en disent les Allemands à propos de l'attitude de leurs collègues lors des rencontres qui se poursuivent dans le cadre du Comité franco-allemand. Mais on a pu aussi le noter à de nombreuses autres occasions, et plus souvent du côté allemand.

32. BA/ R 13 I/ 271/WESI.

33. Pour les Français, plusieurs ne parlent pas ou mal l'anglais, alors qu'ils comprennent toujours l'allemand, même si leur expression n'est pas toujours parfaite : ex. Georges VILLIERS (*Témoignages*, 1978).

d'initiative privés ont été largement encouragés par les États<sup>34</sup>. En bref, ces réseaux sont de nature essentiellement professionnelle, et ils le restent.

On pourrait schématiser leur structure en parlant d'un système tridimensionnel. Au niveau 1 - inférieur - se situent des fondations nationales très fortes, avec une infrastructure professionnelles très dense et efficace, formant un réseau à maillage serré. Au niveau 2 s'est développée une infrastructure européenne professionnelle qui s'appuie sur les fondations nationales pour étendre son réseau au-dessus des frontières : elle est solide, s'appuie sur des dirigeants de très haute valeur et convaincus de l'intérêt des rapprochements transnationaux, mais le maillage en est plus lâche. On a ainsi les deux éléments formant le cœur du réseau de l'acier à l'échelle européenne : peu visible au grand public mais très efficace car précisément ciblé. Au niveau 3, enfin, coiffant le tout et offrant une bien plus grande visibilité (en quelque sorte, une "vitrine" du réseau), s'est formée au cours des années trente une superstructure composée des associations d'initiative privées pour un rapprochement franco-allemand et européen, dans lesquelles les sidérurgistes font œuvre de représentation.

Il s'agit aussi, de manière remarquable dans l'histoire tumultueuse du XX<sup>e</sup> siècle, d'un système durable et souple : il est peu touché par les diverses tensions que connaît l'Europe au cours des années trente ; au moment de la guerre, il se replie sur l'infrastructure nationale ; l'infrastructure européenne reste alors en sommeil, mais elle n'est pas réellement détruite. Enfin, à la reprise des contacts après la guerre, c'est bien par la remise en service de ces liens que l'on passe, même si, pour des raisons conjoncturelles, on aboutit pas à ce que l'on souhaitait<sup>35</sup>. Parallèlement se reconstitue aussi la superstructure, avec la création de nouvelles associations pro-européennes et/ou franco-allemandes.

J'ai tenté de montrer dans ma thèse que ce réseau des sidérurgistes, constitué à l'échelle européenne, mais essentiellement appuyé sur les liens franco-allemands<sup>36</sup> avait eu une influence certaine sur les premiers pas de la Communauté européenne. En effet, même si la nature des liens imposés par les premières institutions européennes de la CECA sont de nature tout à fait différente de ceux qui s'étaient créés dans les années trente par le moyen du Cartel de l'acier, ces derniers ont néanmoins largement concouru, grâce à une étonnante continuité au-delà de la guerre, à la reconstitution rapide d'une confiance professionnelle qui a été – à mon sens – une des bases de la réussite des négociations ayant conduit à la création de la CECA.

---

34. cf. L. BADEL, « Le Quai d'Orsay, les associations privées et l'Europe (1925-1932) », in R. GIRAULT, G. BOSSUAT (dir.), *Europe brisée, Europe retrouvée*, Paris, 1994.

35 C'est-à-dire une entente privée et non un organisme supranational; cf. F. BERGER, *La France, l'Allemagne et l'acier ...*, *op. cit.* chap. 9 et conclusion.

36. Sans oublier la Belgique - voir la thèse d'E. BUSSIERE, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe, 1918-1935*, Paris, 1992.